NTIC et information sur les prix agricoles : une étude de cas au Ghana

16 décembre 2014

Le département de la Recherche de l'Agence française de développement (AFD) vient de consacrer, début décembre, le numéro 141 de sa collection « Documents de travail » à l'information sur les prix agricoles par la téléphonie mobile. Dans les pays en développement, les transactions « bord champ » sont encore monnaie courante. En effet, des réseaux routiers de mauvaise qualité isolent les petits producteurs installés en zone rurale, et il peut être difficile de se déplacer jusqu'aux marchés. Les commerçants itinérants peuvent alors profiter d'asymétries d'information sur les prix, au détriment des paysans.

Le texte de Julie Subervie (Inra) et Franck Galtier (Cirad) fait le point sur ces questions. Les auteurs passent en revue les travaux d'économie appliquée et expérimentale portant sur les effets de l'introduction des NTIC dans les pays en développement. Ils rapportent également les résultats d'une étude de cas au Ghana, à savoir une enquête auprès d'un groupe de producteurs dans le cadre d'un programme-pilote autour de la plateforme privée Esoko (base de données, information par SMS). Les résultats suggèrent « un effet significatif du SIM sur le prix de vente moyen : un gain de 12,7% en moyenne pour le maïs et de 9,7% en moyenne pour l'arachide ».

Comme on l'a vu dans les foyers d'innovation (États-Unis, Europe), l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) permet de renouveler les Systèmes d'Information de marché (SIM) mis en place par les États et les organisations professionnelles. L'utilisation des téléphones mobiles, d'internet et des *smartphones* peut ainsi rendre les marchés plus transparents (équité). On peut aussi en attendre, d'après les prémisses de la théorie économique, des bienfaits en matière de régulation des prix (remontée d'information vers les services d'intervention, dans le cas des SIM publics) et d'allocation des ressources (réduction du gaspillage).

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : AFD